

**Subventions étatiques et pauvreté alimentaire des paysans montagnards de
Kabylie (Algérie).
State subsidies and food poverty for mountain peasants in Kabylia
(Algeria).**

Abdennebi-Oularbi Houria

Docteur en Socio-anthropologie de l'alimentation
Université Mouloud Mammeri, T. Ouzou, Algérie
E-mail professionnel : houria.oularbi@umt.dz

Reçu le : 29/07/2020	Révisé le : 20/08/2020	Accepté le : 25/08/2020
-----------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Le résumé : Dans le village de Tala n Tazart où nous avons mené des enquêtes entre 1990-2008 dans le cadre d'une recherche doctorale, nous avons noté que les subventions alimentaires que l'Etat algérien concédait aux populations à partir des années 1970 étaient absorbées par les villes et peinaient à atteindre ces populations faute de structures de distribution adéquates. La crise pétrolière de 1986 générant l'explosion des prix des denrées alimentaires sur les cours mondiaux lève le voile sur la pauvreté alimentaire, question restée taboue jusqu'aux années 1990 en Algérie. A Tala n Tazart, le déclin de la culture des jardins, la tarification des eaux, le changement des modes alimentaires durant les années 1980 et la flambée des cours des denrées alimentaires réduisant le rôle de l'Etat en termes de subventions alimentaires mettent à nu l'état de paupérisation et la marginalisation des paysans de montagne.

Mots clefs : Tala n Tazart (Kabylie), paysans de montagne, Subventions alimentaires étatiques, dons alimentaires (zakat et ucur), sécurité alimentaire.

The abstract: In the village of Tala n Tazart where we conducted surveys between 1990-2008 as part of a doctoral research, we noted that the food subsidies that the Algerian state granted to populations from the 1970s were absorbed by cities and struggled to reach these populations for lack of adequate distribution structures. The 1986 oil crisis, which caused food prices to explode on world prices, lifted the veil on food poverty, an issue that remained taboo until the 1990s in Algeria. In Tala n Tazart, the decline of garden cultivation, the pricing of water, the change in food methods during the 1980s and the surge in food prices reducing the role of the State in terms of food subsidies reveal the state of impoverishment and the marginalization of mountain farmers.

Key words: Tala n Tazart (Kabylia), mountain peasants, food subsidies of the state, food donations (zakat and ucur), food security.

E-mail d'envoi : aoularbi2002@yahoo.fr

Introduction :

Si l'exode rural des années 1970 à *Tala n tazart*, un village des monts du Djurdjura perché à 1000 mètres d'altitude, mettait à la disposition des villageoises un surplus de parcelles qui étaient cultivées en jardins, la mondialisation à partir des années 1990 reconfigure l'économie et les territoires, précipitant le déclin de l'agriculture de montagne, accentuant la pauvreté alimentaire tout en favorisant la consommation d'aliments importés. L'agriculture ne structure plus désormais le monde rural, c'est le béton qui dessine le paysage. Dans l'agriculture vivrière traditionnelle de montagne, la culture des jardins était un luxe réservé aux autorités religieuses (imrabden), les montagnards consacraient leurs terres aux cultures rustiques qui régénéraient les sols, économisaient l'eau, étaient séchées pour être conservées. Carette notait en 1848 « l'insuffisance des légumes pour la consommation de la Kabylie est un des faits sur lesquels tous les témoignages sont unanimes » (Carette, exploration scientifique, 1849 : p292). C'est durant les années 1970, en plein boom pétrolier, que les villageoises s'adonnent à la culture des jardins et aux soins aux oliveraies. Ces activités procurent les légumes de tous les jours et l'huile qui est la nourriture par excellence en Kabylie. Les villageoises vendent des légumes ou de l'huile pour se procurer des conserves industrielles ou en offrent à leur parentèle en ville. La culture des jardins assurait jusqu'aux années 1990 la sécurité alimentaire des familles qui ne comptaient pas uniquement sur le salaire d'ouvrier du père émigré au sud ou de l'autre bord de la Méditerranée.

Nous avons mené des entretiens auprès de villageoises de divers âges qui entretenaient ou entretiennent encore des jardins. Ces dernières ont narré les changements qui ont affecté leur quotidien comme la tarification de l'eau, les hordes de singes, le déclin de leurs activités au jardin et le recours au marché. Nous avons également consulté les cahiers de comptes de l'épicier du village tenus entre 1966-1989 et nous avons cerné quand et comment s'est amorcée la transition alimentaire dans ce village ? Combien l'activité jardinière en plus des pensions et des dons contribuait à assurer la sécurité alimentaire ? N'est-ce pas un paradoxe de noter que les subventions alimentaires étatiques au lieu d'enrayer les carences alimentaires en montagne ont plus contribué à la perte de l'autonomie alimentaire de ces populations ?

1. Protocole méthodologique :

Pour rédiger cet article, nous avons puisé dans les enquêtes que nous avons menées sur la période historique 1990-2008 avec des incursions dans l'histoire comme la période coloniale. Ces enquêtes sont aussi bien qualitatives comme les entretiens (verbatim), l'observation que quantitatives. Nous avons consulté deux gros cahiers d'écolier de l'épicier du village de Tala n Tazart. L'épicier du village consignait quotidiennement les achats que faisaient les villageois en inscrivant le nom et la quantité de marchandises remises. Le cahier débute au cours de 1966. Les villageois de Tala n Tazart déplacés vers le village limitrophe durant la guerre avaient regagné leur village en 1960. Il semblerait qu'en 1966 un semblant de vie, d'activités avaient repris dans le village sans doute des maisons ont été reconstruites et l'épicier s'était installé. Les populations au sortir d'un conflit armé sont fragilisées, paupérisées et n'ont pas d'argent. Donc l'épicier faisait crédit en attendant le recouvrement des pensions. Cette situation a perduré jusqu'en 1989. Après 1989 l'épicier ne consentait plus de crédit. C'est

ainsi que nous avons noté des changements en quantité et en qualité dans les aliments que consommaient les villageois.

2. La culture des jardins : une activité féminine informelle.

Les ressources en eaux du pays étaient consacrées au processus d'industrialisation dans les politiques de développement de l'Algérie indépendante. Les plans de développement économique accordent la priorité à l'industrie au détriment de l'agriculture. L'agriculture de montagne hormis les campagnes de reboisement entre 1960-1970 est laissée pour compte. Les vergers composés de figuiers, noyers, oliveraies et les jardins ont le statut juridique des terres *melk*, propriétés familiales.

En 1955, la production brute standard PBS agricole (AWTO¹, BPS agricole : 1955), notait que dans la tribu *Ibudraren* dont dépend le village objet de notre étude, la propriété *melk* cultivée par les familles était répartie également, chaque famille disposait d'environ 10 hectares. Les familles de *Tala n tazart* exploitaient en moyenne 1280 hectares de terres utiles et les terres valorisées dans la tribu s'élevaient à 8880ha environ.

Villages	Nombre de familles dont la propriété est ≤ 15 ha	Nombre de familles dont la propriété est > 15 ha
At Ali uharzun	164 familles pour 1640 ha	02
IΨil nwammas	144 familles pour 1440 ha	09
Buadnan	139 familles pour 2060 ha	04
Tala ntazert	128 familles pour 1280 ha	01
Darna	123 familles pour 1250 ha	04
Tasaft ugemmun	121 familles pour 1210 ha	00

Tableau 01 : Propriétés villageoises en 1956 d'après les archives départementales de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le bureau d'études pour le développement rural en 1990 remarque que près de la moitié du territoire de la tribu *Ibudraren* est vouée au maquis ou laissée en friche. L'autre moitié c'est-à-dire 1144 hectares représentant les terres cultivées. Ce qui signifie qu'en 1990, il y a 140 hectares de moins de terres mises en valeur dans le village donc une légère régression des cultures arboricoles et jardins par rapport à 1955. Toutefois, il y a lieu d'ajouter que la densité humaine est en baisse (RGPH de 1987 : 738 habitants à Tala n Tazart). (AWTO, RGPH : 1987)². Les villageois ont valorisé leurs terres au sortir d'un conflit armé qui avait dénudé les sols notamment à *Tala n tazart* où les opérations militaires, bombardements et déplacements de populations, se déroulaient.

¹ . AWTO : Archives de la wilaya de Tizi-Ouzou.

² . Le rapport présente la répartition des logements, ménages, populations résidentes et populations occupées par agglomérations et zones éparses dans la commune Iboudrarene, daïra de Beni yenni.

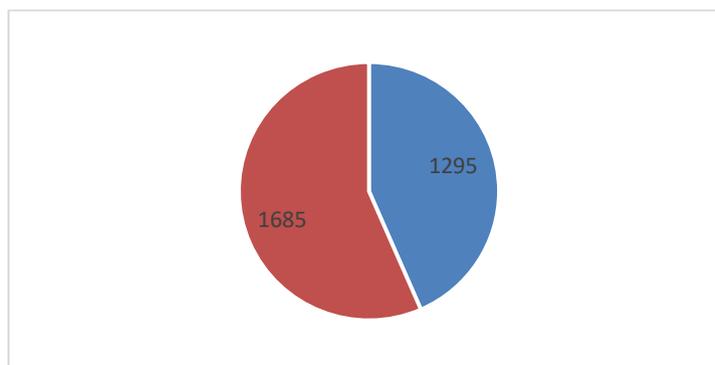


Figure 01 : En 1956, 1295 ha de terres cultivées à Ibudraren, tribu dont dépend le village de Tala n tazart sur une surface totale de 1685 ha.*

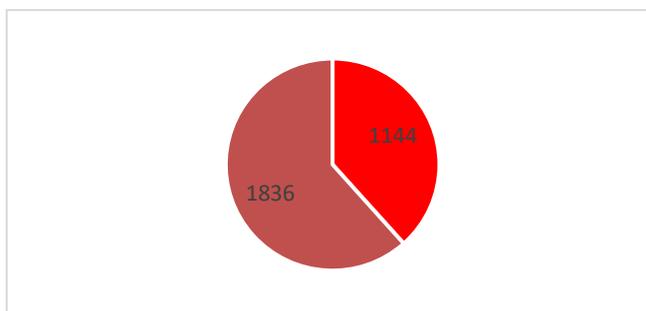


Figure 02 : RGPH de 1987. Moins de la moitié 1144ha de terres utiles cultivées en arbres et cultures vivrières.

Le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH de 1987) ne dénombre que quatre agriculteurs, paysans de montagne pour Tala n tazart c'est-à-dire des personnes qui ont une carte et bénéficient des indemnités de l'Etat, sont reconnus en tant que tels. Ils cultivent 509 hectares de terres en cultures vivrières .Ce qui correspond à 17,08/° et 21,03/° en arboriculture, ce qui correspond à 1144 hectares de terres utiles, valorisées.

Lors de nos enquêtes, nous avons observé que seules les femmes cultivaient les jardins c'est-à-dire les maraîchages ou un peu d'orge. Les hommes prennent soin des arbres : (élagage, greffage) et des troupeaux.

La culture des jardins comme avait soutenu Morizot était affaire de femmes « cependant le pays s'étant repeuplé, les femmes étaient de nouveau présentes en nombre dans les villages, la culture jardinière dont les statistiques ne tiennent jamais compte a retrouvé une certaine importance. » (Morizot, 1985 : p242)

Les entretiens que nous avons menés dans les années 1990 corroborent les statistiques:

« Aujourd'hui, nous achetons tout au marché ou à la camionnette qui vient de Boumer dés, La pomme de terre, les navets. Quand j'avais la santé après la guerre, je cultivais les poivrons, les tomates, la menthe, les citrouilles. Je les cueillais et cuisinais avec. » A-O 72 ans.

« Nous cueillons des blettes du jardin. Dans les champs, nous cueillons de l'oseille, des épinards sauvages. Nous épargnons le plat de légumes achetés au marché. Nous cueillons de la chicorée que nous croquons comme de la salade ». B-F 60ans

Après 1990, la tarification des eaux a freiné la culture des jardins que les vieilles femmes « *timgharin* » entretenaient. Les vieilles femmes étaient les gardiennes des provisions aux temps de l'agriculture traditionnelle vivrière. Elles avaient les clés de la soupenne « *taarict* » où étaient entreposés les aliments. Elles assuraient la sécurité alimentaire des familles. Vers 1980, les villages sont raccordés à l'électricité et la télévision pénètre les foyers. D'autres modèles culturels concurrencent les modes traditionnels et les femmes rejettent le mode de vie paysan.

3. Politique alimentaire, revenus pétroliers et transition alimentaire :

A partir des années 1973, l'Algérie et l'ensemble des pays du Maghreb adoptent un programme de politique alimentaire et nutritionnelle. Les produits alimentaires de base comme les céréales, le lait, le sucre et les huiles sont subventionnés par l'Etat. Les produits importés sont acheminés aux centres urbains où des magasins d'Etat les écoulent. Après 1980 la restructuration administrative intègre les montagnes dans le programme de distribution des produits alimentaires en majorité importés. Le magasin d'Etat « *ssuq el fellah* » ouvre ses portes à *At yanni* une tribu limitrophe de *Tala n tazart*. Les institutions étatiques comme l'école, le dispensaire sont représentés à *Tala n tazart*, des fonctionnaires sont mutés et des logements de fonction leur sont dévolus. L'épicier du village s'approvisionne en farines et semoules auprès de l'office national de commercialisation (l'ONACO), de la société nationale des semouleries meuneries et fabrication de pâtes alimentaires et couscous (la SEMPAC) pour les semoules, la société de gestion et développement des industries alimentaires (SOGEDIA) pour les huiles qui sont des structures d'approvisionnement étatiques. Les pénuries et ruptures de stocks sont courantes.

Le cahier de comptes de l'épicier du village qui faisait crédit à ses clients à une période où le numéraire était rare est témoin des changements des modes alimentaires au village de *Tala n tazart*. L'épicier inscrivait au jour le jour les achats et les noms des clients sur un cahier d'écolier. Ces derniers réglaient leur note quand ils recevaient leur pension de travailleur émigré, de veuve de guerre ou de moudjahid (combattant) ou de retraité. Si nous avons distingué ces trois dates cela est dû au fait que des changements en quantité et en qualité des produits alimentaires se sont produits en ces temps.

Ce tableau est établi à partir d'une synthèse de la quantité de produits vendus de 1966 à 1980 et leur prix à des villageois dont l'épicier cite le nom dans ses cahiers.

Produits alimentaires	1966	1976	1980
Céréales	Sacs de son ou d'orge Blé dur au kilo. Pâtes industrielles : 84 kilos l'année.	120kg d'orge. Semoule de blé dur en sacs.	120kg d'orge. 370quintaux de semoule de blé dur. 51 kg de farine.

		5 fois plus de pâtes industrielles : 420kilos l'année.	
Légumineuses	50kg de haricots et lentilles /an/ le village.	Idem	Idem
Légumes	Navets quelques kilos. Pommes de terre : 3q 600/an.	Idem	Idem
Sucre	500g de sucre/habitant/mois.500kg /an dans le village.	1q de sucre/an pour le village cad le double par rapport à 1966.	En progression. Flans, biscuits...
Lait	30boîtes gloria ou Nestlé/an	30cl/habitant/jour	En sachets surtout les vacances d'été.
Café	40g de café/habitant/mois.	Idem	En progression
Huile de table industrielle.	108L /an/ le village	En progression	En progression
Baguette de pain			Disponibles les vacances d'été.

Tableau 02 : Quantité et qualité de produits alimentaires vendus par l'épicier en 1966-1976-1980

Si en 1966, l'orge mélangée au son était la céréale courante en montagne. Le lait de chèvre et la tasse de café constituaient la prise alimentaire du début de la journée. Dix années après, la semoule de blé dur se substitue à l'orge ou au son, les pâtes industrielles deviennent une alternative au couscous. Le lait conditionné sucré et l'huile d'arachide font une entrée timide mais régulière dans le régime alimentaire des villageois. Avec les années 1980, les offres alimentaires sont diversifiées notamment les produits sucrés industriels. De l'indépendance à 1993, les statistiques officielles enregistrent que la consommation par tête d'habitant va en augmentant (Koudri, 2004 :p469).

Les légumes et légumineuses sont toujours cueillis dans les jardins. Ce n'est que vers la fin des années 1986-87 que des fourgonnettes viennent approvisionner les villages de montagne à partir des périmètres irrigués de la zone de *Boumerdés et Khemis Ikhecna*. Exode rural et urbanisation créent une dynamique importante de la demande alimentaire tant au niveau des modèles de consommation comme la diversité des produits riches en sucres ajoutés qu'à celui des styles de vie et des comportements des consommateurs. Les entretiens que nous avons menés au village corroborent les chiffres qu'aligne le cahier de comptes de l'épicier.

A-O 72 ans vit de l'aide sociale : « Nous achetons tout au marché : la pomme de terre, les navets. Si on n'achète pas on ne mange pas. » Il n'y a que le lait qu'elle continue à tirer de ses chèvres et brebis.

Le recensement de 2008 note le recul de la culture des jardins et des vergers 18,27/° (DPATWTO, Annuaire statistique : 2008)¹ de terres sont utiles au lieu de 38,11/° en 1990. Près de la moitié de terres utiles sont laissées en friche ou sont construites.

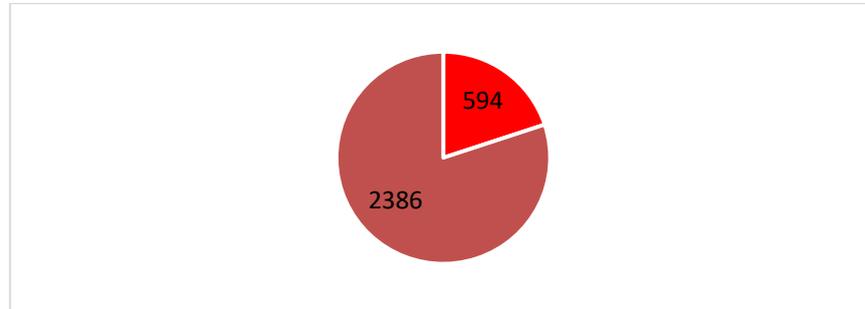


Figure 03 : En 2008 régression des terres utiles (594ha) à peine 1/4 dans la tribu en général et dans le village en particulier.

Les paysannes habituées à la valorisation des parcelles dont elles tirent plus que ce qu'elles consomment se plaignent du manque d'eau ou du prix de l'eau, de la horde de singes qui détruisent les cultures et des sangliers qui les déracinent.

O-B73 ans :

« Les singes ne laissent plus la salade. Ils dévastent toutes les bonnes choses du jardin. On fournit des efforts et tout est dévoré par les singes. On les a lâchés sur les jardins. Dieu te protège, ils détruisent même les pierres. »

Il semblerait que la décennie terroriste 1990-2000 a délogé les singes magots² des cimes. Ils ont occupé les versants où la nourriture est abondante dans les poubelles.

O-B 73 ans se plaint que le gaspillage des nourritures règne :

« Autrefois une galette d'orge, maintenant c'est mieux. Buh, les anciens, ils mangeaient de la galette et du piment, ils remerciaient Dieu. Ils n'avaient plus faim. Autrefois, les aïeux commandaient, la belle-mère décidait. Autrefois il n'y avait pas de gaspillage, il n'y avait pas la faim. De nos jours, on mange et on jette ».

Les pâtes industrielles permettent de diversifier un régime alimentaire monotone.

A-H 45 ans :

« Les pâtes, on les prépare car les enfants les aiment. Parfois on n'a pas le choix, d'autres on en a envie. On les aime en hiver, en été et même durant le mois de jeûne de Ramadhan. On les mange deux à trois fois par semaine. »

¹ . DPATWO : Direction de la planification et de l'aménagement du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou.

². Le singe magot est une espèce protégée par l'UNESCO en Algérie.

Le déclin de la culture des jardins fait que les familles recourent à la cueillette des plantes sauvages. A-H 45 ans :

« Nous cueillons dans les champs des plantes sauvages comme l'ail des ours (bibras) ou la marjolaine (fliyou). Nous pétrissons avec une galette. Selon la saison, au printemps nous cueillons des épinards sauvages. Nous ne plantons plus que les fèves ».

Nous remarquons qu'après les années 1980 s'amorce la transition alimentaire dans ce village. Des nutriments nouveaux sont introduits, de nouveaux modes de consommation alimentaires comme le couvert individuel, une autre chronologie des repas calquée sur le temps de l'administration (ABDENNEBI, 2014 :p299).

4. Zakat, ucur et dons à la parentèle :

Il était d'usage à la conquête coloniale que les croyants fassent don d'un dixième du produit de la récolte ou des troupeaux à l'assemblée de leur village qui gère et maintient la chose publique, qui elle-même était redevable à la *zawiya*, pôle religieux chargé de l'enseignement du coran et du pèlerinage à la Mecque. Daumas et Fabar notent « les *zawya* reçoivent une portion de l'*achour* et de la *zekkat* dévolue aux mosquées » (DAUMAS et Fabar, 1847 :p66).

Ces institutions en retour approvisionnaient le village en céréales lors des disettes en s'adressant à d'autres *zawiyas* aux écosystèmes complémentaires, moins touchées par la disette qui acheminaient les dons.

Les *zawiyas* qui avaient fomenté les insurrections de 1871 sous la bannière de la confrérie Rahmánya comme *sidi Abdensr* surnommé *ucbih* sise à *At Ali uharzun* ont été sanctionnées par les autorités coloniales : Fermeture des *zawiyas* et leurs biens *hubus*¹ sont mis sous séquestre, les assemblées de villages ne sont plus élues mais désignées par l'administration coloniale.² Toutefois l'impôt coranique subsiste sous le gouvernement civil et finance les centres de colonisation.³ Depont et Coppolani observaient en 1897 plus de vingt années après les insurrections et les interdictions prononcées à l'encontre des *zawya* « dans les années de disette, en cas de calamité publique, alors que partout ailleurs la faim causait d'irréparables ravages au sein de la foule, les *zawya* conservaient leur rôle hospitalier » (DEPONT et Coppolani, 1897 : p271). Après la première guerre mondiale, les impôts coraniques sont supprimés. Toutefois, les commerçants enrichis continuaient à s'acquitter de la *zakat* et de l'*ucur* sur leur capital comme le stipule la loi religieuse. Ils ne confiaient plus leur distribution aux autorités villageoises comme le veut la tradition mais s'en chargeaient eux-mêmes. Toutefois, avec l'avènement des comités de villages à partir des années 1980, comités

1. Biens *hubus* : biens de main morte propriété de la *zawya*.

2. Les assemblées élues par l'administration coloniale sont des assemblées fantômes qui n'arrivent pas à supplanter l'authentique assemblée de village. En pleine guerre l'assemblée élue continuait à ramasser les cotisations et à tenir des réunions secrètes.

3. Les impôts arabes ne sont supprimés qu'en 1918. Si sous les ottomans ils étaient rétribués en nature, sous le gouvernement civil c'est en numéraire qu'il est acquitté. Cela en plus des cautions et indemnités que tout citoyen qu'il soit colon ou « indigène » est tenu de régler dans une république.

officialisés de fait par l'administration, les particuliers enrichis chargent les comités à dresser les listes des familles et à distribuer les dons dans les villages voisins.

Les assemblées villageoises « *tajmaat* » ont survécu discrètement à tous les bouleversements du siècle, à la colonisation et aux directives du parti unique qui comptait se substituer à leur souveraineté. Les assemblées de villages continuaient à appliquer leurs règlements « *qanun* » et en rénovaient même certains. Elles disposaient d'une autorité réelle, plus importante que les appareils administratifs. Elles se sont chargées de l'adduction des eaux dans les villages quand la lenteur administrative constituait un frein au développement. Ce sont ces assemblées qui ont produit les comités de villages constitués de jeunes diplômés.

C'est ainsi qu'à *Tala n tazart*, il est d'usage que les familles aisées distribuent des provisions de céréales à leur parentèle élargie. Au début du mois de jeûne de Ramadhan, ils distribuent des quartiers de viande du sacrifice d'un bœuf et pourvoient les familles en semoule, sucre et huile de table. La zakat, elle, est une purification du capital et est distribuée à tout le village et parfois même aux villages alentours par les familles aisées. Elle consiste en une somme d'argent et des tissus pour tous les habitants du village.

Jusqu'aux années 1990, *Tala n tazart* assurait sa sécurité alimentaire en comptant sur le savoir-faire agricole de ses femmes, sur la solidarité des villageois puis sur ce que l'Etat leur concédait en subventions alimentaires. En quarante ans 1960-2000, les pays du Maghreb enregistrent une dépendance aux importations des produits alimentaires de 10 à 54 % (Kouidri, 2004 :p469). Cette dépendance alimentaire reflète néanmoins une nette amélioration en quantité de l'alimentation des populations.

5. La crise économique de 1986 et les couffins de ramadhan :

La pauvreté alimentaire, les pénuries étaient un sujet tabou en Algérie jusqu'en 1990.

Toutes les questions liées à l'alimentation en Algérie étaient le domaine réservé de l'Etat.

Après la crise pétrolière de 1986 et l'explosion des prix des denrées alimentaires sur les cours mondiaux, Le prix des céréales a triplé avec la deuxième crise économique entre 2006-2008. L'Etat se désengage des subventions qu'il accordait aux populations. Fluctuations des prix des denrées de première nécessité et pénuries vont de pair. Les réserves de céréales mondiales en 2008 sont au plus bas, un seuil jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. Les pays riches se servent de l'excédent de céréales pour produire de l'éthanol, une source d'énergie. L'Algérie compte parmi les pays à risques élevés en termes de pénuries alimentaires par la FAO. Sur une échelle de 0 à 9, le pays occupe la septième position.¹

Le fond monétaire international procède en 1997 avec l'aide de la banque mondial à des enquêtes sur la consommation alimentaire en Algérie. Il ressort de ces enquêtes que la pauvreté alimentaire touche 23/° des Algériens surtout en milieu rural. 30/° des ruraux sont

1. Hamid Ait Amara, « substituer les espaces du sud aux terres du nord : une idée dangereuse », dans : El Watan du 13nov 2009, p.08.

pauvres contre 15% d'urbains et 71% des dépenses des ménages sont consacrés à l'achat de produits alimentaires (INSP¹, 2007). Il semble bien que les subventions à l'alimentation que consent l'Etat ne concernent que les aliments industriels importés distribués dans les villes. Nous sommes face à une situation particulière de transition alimentaire, des populations rurales souffrant de carences et des populations urbaines souffrant d'excès. L'enquête Tahina menée entre 2002-2007 réalisée par l'institut national de santé publique en collaboration avec l'union européenne fait état d'un pourcentage élevé d'obèses parmi les urbains dont l'âge oscille entre 35-70 ans dans diverses régions d'Algérie. Nous avons : 55,90% de personnes âgées entre 35 et 70 ans c'est-à-dire la moitié environ est en surpoids avec un indice de masse corporelle IMC supérieur ou égal à 25. Le surpoids et même l'obésité sont plus fréquents chez les femmes et en milieu urbain ou dans le Tell plutôt que dans la ruralité. 66, 52% de femmes présentent un IMC supérieur à 25. L'IMC est plus élevé chez les femmes 27,40 plutôt que chez les hommes 24,32. L'IMC moyen en milieu urbain est de 26,43 au lieu de 25,52 en milieu rural (Ibid.). Il semble qu'à mesure que les conditions de vie et le pouvoir d'achat s'améliorent on observe en Algérie une tendance à consommer les produits d'importation c'est-à-dire les aliments industriels enrichis en sel, sucre et graisses.

Les Algériens accusent un déséquilibre dans leur alimentation. Ils ont une propension à consommer le double de ce qui est recommandé en produits gras 2,7 produits gras au lieu de 1. 2 .Ils ne mangent pas assez de légumes ni de fruits à peine 0,6 fruits au lieu de 2 et 0,2 légumes au lieu de 3(Ibid.).

Ce sont les personnes au niveau d'instruction supérieur qui achètent deux fois plus de fruits et de légumes. De plus les conditions de vie des milieux aisés ne nécessitent pas de dépenses énergétiques soutenues puisqu'ils circulent en voiture et leurs logements présentent toutes les commodités de confort.

Face à cette situation, l'Etat met en place des aides aux catégories défavorisées. Il verse des allocations forfaitaires de solidarité d'environ 5460 DA par mois aux personnes nécessiteuses. Les autorités aidées des comités de villages distribuent le couffin de Ramadhan qui consiste en semoule, lait, pâtes, huile, légumineuses.

Conclusion :

Nous avons constaté tout le long des entretiens le déclin des jardins à Tala n Tazart avec ce que cela induit comme retentissement sur la qualité de la consommation alimentaire des villageois. Le village est envahi par le béton, l'Etat ayant initié une aide au logement rural et les urbains se saisissent de l'opportunité pour construire leur résidence secondaire. L'eau est tarifée, des hordes de singes prolifèrent qui dévastent les jardins. Les savoirs faire paysans sont dépréciés et les jeunes rêvent de s'installer en ville. Les cahiers de compte de l'épicier marquent une nette rupture dans la quantité et la qualité de la consommation des villageois. Il semble que c'est dans la décennie des années 1980 que s'est amorcée la transition nutritionnelle à Tala n Tazart avec l'introduction de l'alimentation industrielle huile et lait industriels. Cette transition

1. INSP : L'Institut National de Santé Publique

s'est accompagnée de précarité alimentaire. Si la population générale de l'Algérie a triplé entre 1962-1987, la population urbaine elle, a été multipliée par 10. (Belguidoum, 2008 :p1). Les populations fuient les campagnes synonymes de pauvreté et de précarité, 80% d'urbains en 2008 selon le recensement officiel. Les programmes de développement agricoles et ruraux PNDA, PNDRA lancent des campagnes de plantation et de greffage d'oliviers en montagne, l'olivier étant une espèce rustique adaptée aux sécheresses. Cette densité de population urbaine et même montagnarde compte en majorité sur les produits importés pour se nourrir.

Bibliographie :

I. Archives :

1. Archives de la wilaya de T. Ouzou. (1955). *PBS agricole*. Tizi Ouzou : chambre d'agriculture.

II. Sources écrites :

1. AUCAPITAINE, H. (1864). *Etudes sur le passé et l'avenir des Kabylies, les kabyles et la colonisation*. Paris : Challamel.
2. CARETTE, E. (1849). Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842. T.1, Etudes sur la Kabylie proprement dite. Paris : Ed imprimerie nationale.
3. DAUMAS, E. et FABAR, P. (1847). *La grande Kabylie : Etudes historiques*. France : Ed Hachette et Cie.
4. DEPONT, O. et COPPOLANI, (1897). Les confréries musulmanes. T.2, Paris : Editions Adolphe Jourdan.

III. Les études (Livres et articles) :

1. ABDENNEBI-OULARBI, H. (2014). *Communication, sociabilité et catégories alimentaires dans les communautés villageoises de Kabylie (1950-2008)* (Thèse de Doctorat). UMMTO, Tizi Ouzou.
2. BADILLO, D. (2000). *Stratégies agro-alimentaires pour l'Algérie*. Aix en Provence : Edisud.
3. BELGUIDOUM, S. (2008) « la ville en question. ». in : *colloque Analyse des dynamiques urbaines*.
4. CHIKHI, K., & Padilla, M. (2014). L'alimentation en Algérie. Quelles formes de modernité ? *New Medit*, 3, 50-59.
5. FRAHI, S. (1990). l'évolution de la consommation alimentaire en Algérie de 1962 aux années 1990. *Horizons maghrébins*, 151-157.
6. GUILLERMOU, Y. (1999). Villes et campagnes en Algérie. *Autrepart*, 11, 47-60.
7. KOUIDRI, M. (2004). Du développement à l'assistance. La pauvreté dans les discours politiques et économiques en Afrique du nord et au moyen orient. Paris : Edition Karthala-Urbama.
8. KOUIDRI, M. (2004). *Du développement à l'assistance. La pauvreté dans les discours politiques et économiques en Afrique*. Paris : Karthala-Urbama.
9. MORIZOT, J. (1985). Les kabyles : Propos d'un témoin. Paris : CHEAM.
10. PADILLA, M., Delpeuch, F., Le Bihan, G., & Maire, B. (1995). *Les politiques alimentaires en Afrique du nord*. Paris : Ed Karthala-ORSTOM

IV. La presse :

1. AIT AMARA, H. (2009) : « Substituer les espaces du sud aux terres du nord : une idée dangereuse » in : *quotidien El Watan, Algérie, 13 nov.P8*.

V. Instruments de recherche :

1. Direction de la planification et, de l'aménagement. (2008). *Annuaire statistique de la wilaya de Tizi Ouzou*. Tizi Ouzou : Plan.
2. République algérienne démocratique et populaire. (2007). :« *Transition épidémiologique et système de santé. Projet TAHINA (contrat n°ICA3- CT-2002-10011) enquête nationale santé*. Algérie : TAHINA.
3. République algérienne démocratique et populaire, ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière , Institut national de santé publique :« *Transition épidémiologique*

et système de santé. Projet TAHINA (contrat n°ICA3- CT-2002-10011) enquête nationale santé.
» nov. 2007.

4. RGPH, office national des statistiques, annexe régionale d'Alger : 2008 « Plan d'agglomération secondaire, Tala n Tazert, échelle 1/200 » wilaya de Tizi Ouzou commune Iboudrarene, code 1560.
5. Wilaya de Tizi Ouzou, daïra de Beni Yenni, commune Iboudrarene, Répartition des logements, ménages, populations résidentes et populations occupées par agglomérations et zones éparses, RGPH 1987, Algérie.